



20 24

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ**



**TERRITOIRES
ZÉRO CHÔMEUR
DE LONGUE
DURÉE**



Laurent Grandguillaume,
**Président de Territoires zéro
chômeur de longue durée**

Rapport moral

En tant que Président de l'association Territoires zéro chômeur de longue durée, je partage avec vous les réalisations et les objectifs de notre association au cours de l'année 2024. Cette année a été marquée par des avancées significatives, tant sur le plan opérationnel que sur le plan du plaidoyer.

Tout d'abord, je tiens à saluer le travail et l'engagement de notre équipe. Grâce à leurs efforts, nous avons réussi à accompagner de nouveaux territoires souhaitant s'engager dans l'expérimentation du droit à l'emploi. En 2024, 16 nouveaux territoires ont été habilités, portant à 75 le nombre total de territoires engagés dans notre démarche à la fin de l'année. Cela illustre notre capacité à élargir notre impact et à répondre aux attentes croissantes des acteurs locaux.

La concertation pour le droit à l'emploi, lancée en février 2024, a également été un moment clé. Nous avons réuni 16 partenaires pour recueillir les témoignages des acteurs de terrain, permettant ainsi d'élaborer des propositions concrètes pour une future loi. Près de 1 000 citoyen·nes ont pris part à cette démarche démontrant l'importance et l'adhésion à l'exercice du droit à l'emploi. Parallèlement, nos actions de plaidoyer auprès du Parlement et des pouvoirs publics ont permis de sensibiliser les décideurs sur la nécessité d'une législation favorisant le droit à l'emploi et sur la pérennisation / extension du projet TZCLD, l'une des voies pour réaliser le droit à l'emploi. Nous avons mobilisé des ressources pour présenter des études et des témoignages qui montrent l'impact positif de notre approche sur les territoires. En mars 2024, un rapport de la Commission européenne a mis en avant notre modèle comme une initiative innovante à reproduire à l'échelle européenne.

L'organisme de formation de TZCLD a également joué un rôle crucial. Certifié Qualiopi, il a proposé des formations adaptées aux besoins des acteurs de terrain, notamment un parcours

dédié aux managers de proximité et des journées thématiques sur la gestion des entreprises à but d'emploi. Ce soutien à la formation vise à renforcer l'efficacité des équipes engagées dans l'expérimentation. Par ailleurs, nous avons continué de mobiliser la communauté scientifique à travers plusieurs événements les réunissant autour de problématiques qui nous ont permis de nous nourrir de leurs éclairages.

De plus, notre centre de ressources et de développement a continué d'accompagner les territoires en fournissant des outils et des documents pratiques et en mobilisant La Plateforme. Nous avons également soutenu un groupe de pairs de directrices et de directeurs d'EBE pour échanger et capitaliser les expériences.

Il est également crucial de souligner notre engagement collectif pour l'inclusion. En 2024, 23 % des salarié·es des entreprises à but d'emploi étaient en situation de handicap, un chiffre bien au-dessus de la moyenne nationale. Cela démontre notre volonté d'assurer que chacun·e, quelle que soit sa situation, ait une chance d'accéder à un emploi adapté.

Enfin, je souhaite évoquer notre travail en faveur de la transition écologique. Le développement des activités liées à l'économie circulaire au sein des entreprises à but d'emploi a généré de nouveaux postes et contribué à la résilience des territoires : en 2024, 36 % des emplois créés étaient liés à des activités écologiques.

En conclusion, 2024 a été une année riche en réalisations, mais aussi en défis. Nous avons posé des jalons prometteurs pour l'avenir, mais il reste encore beaucoup à faire. Ensemble, continuons à œuvrer pour faire du droit à l'emploi une réalité pour toutes et tous, en mobilisant les énergies, en renforçant nos partenariats et en plaidant sans relâche auprès des pouvoirs publics. Merci à toutes et tous pour votre engagement et votre soutien dans cette aventure collective. Je souhaite tous les vœux de réussite à la nouvelle directrice générale de l'association, Florence Bravaccini, qui prend la succession de Sébastien Turcat.



Sommaire

01.

L'association TZCLD

- p.1 Les missions de l'association
- p.2 L'assemblée générale 2024

02.

p.3 La gouvernance

03.

p.4 L'équipe

04.

Les enjeux 2024

- p.5 Lancer et mener la concertation pour le droit à l'emploi
- p.7 Nourrir et faire grandir le droit à l'emploi en Europe

05.

En 2024

- p.9 Accompagner et former les territoires
- p.13 Réunir et mobiliser les territoires
- p.15 Faire progresser et rendre visibles les travaux de recherche
- p.17 Favoriser la transition écologique
- p.18 Nouer et entretenir des partenariats solides

06.

p.20 Les partenaires 2024 de l'association

07.

p.21 Les perspectives 2025



Territoires zéro chômeur de longue durée a été créée en octobre 2016 afin d'animer et développer le projet. 10 territoires ont été habilités par la loi du 29 février 2016 pour expérimenter le droit à l'emploi. La loi du 14 décembre 2020 a sécurisé ces 10 premiers territoires et a permis d'étendre l'expérimentation à, au moins, 50 nouveaux territoires.

Au 31 décembre 2024, on comptait 75 territoires zéro chômeur habilités, tous anciens projets émergents accompagnés par TZCLD, 13 territoires proposés à l'habilitation (en attente des décrets en Conseil d'Etat via la procédure dérogatoire), 58 projets émergents et près d'une centaine de territoires intéressés.



LES MISSIONS DE L'ASSOCIATION

1. Accompagner les territoires qui souhaitent mettre en place la démarche ;
2. Appuyer les territoires habilités ;
3. Tirer les enseignements de l'expérimentation et stimuler la production de travaux de recherche, en lien avec l'Observatoire de TZCLD ;
4. Favoriser la diffusion du projet pour obtenir, à terme, une pérennisation du droit à l'emploi et exercer un rôle de vigie citoyenne.



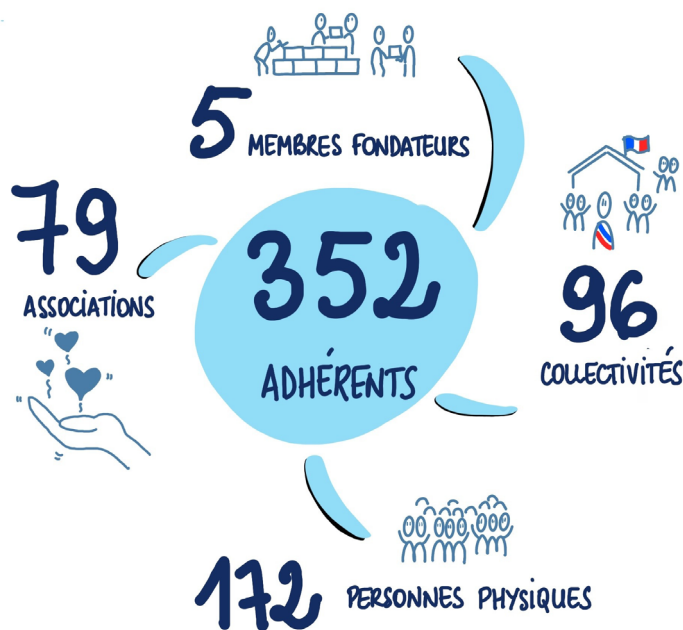
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2024

L'Assemblée générale de TZCLD a eu lieu mardi 9 juillet à la Bourse du Travail à Paris, en présence de près de 150 personnes.

Au programme : prises de parole de Laurent Grandguillaume, Président de l'association et d'Antonin Gregorio, Directeur général, suivies d'un débat d'actualité sur les résultats des élections législatives. L'occasion pour Laurent Grandguillaume de rappeler dans ce contexte la position claire et sans équivoque de l'association : celle de combattre l'exclusion et la préférence nationale pour leur opposer l'exhaustivité et la préférence sociale.

Le rapport moral et le rapport d'activité 2023 ont été présentés, suivis des perspectives 2024 avec un zoom sur la concertation pour une loi du droit à l'emploi. Les comptes annuels 2023 et le budget prévisionnel 2024 ont été adoptés ainsi que le changement statutaire portant sur la composition du Conseil d'administration et l'évolution du montant des cotisations pour les collectivités à partir du 1^{er} janvier 2025. Après une passation officielle entre Antonin Gregorio et Sébastien Turcat, nouveau Directeur général de Territoires zéro chômeur de longue durée, la matinée s'est terminée par les votes pour le renouvellement du Conseil d'administration.

ADHÉRENT-ES
AU 31 DÉCEMBRE 2024



PUBLICATION DE L'OUVRAGE COLLECTIF *EXPÉRIMENTER LE DROIT À L'EMPLOI*



En 2024 est paru l'ouvrage collectif *Expérimenter le droit à l'emploi*, sous la direction de Laurent Grandguillaume. Il réunit une diversité et une complémentarité des approches et des témoignages sur le projet TZCLD via les contributions de salarié-es d'entreprises à but d'emploi, de personnes privées durablement d'emploi, d'actrices et acteurs territoriaux, d'expert-es et chercheur-ses, d'élus-es locaux et nationaux, mais aussi de responsables européens et internationaux.

Ce livre est le cinquième titre de la collection Au fil du débat - Action publique, fruit du partenariat entre les éditions Berger-Levrault et la chaire Transformations de l'action publique de Sciences Po Lyon, dirigée par Christian Paul. Plusieurs temps forts ont été organisés en 2024 à l'occasion de sa publication laissant la part belle aux témoignages des acteurs et aux échanges.

En 2024, les administratrices et administrateurs se sont réunis 13 fois
(5 bureaux, 7 conseils d'administration et 1 assemblée générale)

dont une fois en présentiel à Paris à l'occasion d'un premier échange avec François Nogué, alors nouveau président du Fonds d'expérimentation.

Trois nouveaux administrateurs ont été élus lors de l'Assemblée générale 2024 :

- Coorace pour le collège des associations (renouvellement)
- l'EBE Pantin Activités Métiers ! du territoire habilité de Pantin Quatre Chemins pour le collège des territoires
- Pierre Luneau pour le collège des personnes physiques

COLLÈGE DES PERSONNES QUALIFIÉES



Laurent GRANDGUILLAUME
Président



Michel DAVY DE VIRVILLE
Vice-président



Patrick VALENTIN
Vice-président

COLLÈGE DES MEMBRES FONDATEURS



Guillaume ALMERAS
Secours Catholique
Trésorier



Denis PROST
ATD Quart-Monde



Luc MAS
Emmaüs France



Jean-Paul GUILLOT
Pacte Civique



Pascal BRICE
Fédération des
Acteurs de la Solidarité

COLLÈGE DES TERRITOIRES



Mathieu GARABEDIAN
Villeurbanne (69)



Nabil EL DIRANI
Pantin (93)



Sylvain PUTEAUX
Melle (79)



Aurélie MÉZIÈRE
Plessé (44)

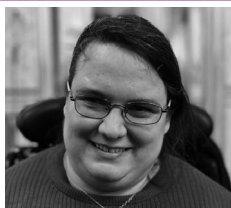
COLLÈGE DES ASSOCIATIONS



Pierre LANGLADE
Coorace
Secrétaire



Jean-Luc MALHERBE
Solidarités Nouvelles
face au Chômage



Hélène VALLANTIN DULAC
APF France handicap



Pierrette DÔ



Pierre LUNEAU

COLLÈGE DES PERSONNES PHYSIQUES



ANTONIN GREGORIO
Directeur général
(jusqu'au 23/07/24)



SÉBASTIEN TURCAT
Directeur général



CATHERINE URVOY
Responsable du Centre
de ressources et de
développement



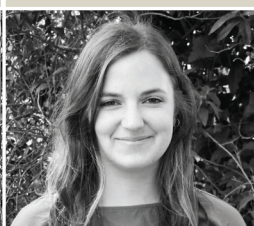
SALIMA BELHACEN
Assistante administrative
et de formation



CAMILLE QUERTIER
Assistante administrative
et de formation



GERSENDE GEORGES
Responsable de l'organisme
de formation



BARBARA LAURENT
Chargée de
l'accompagnement des
territoires et formatrice



FRÉDÉRIQUE HÉRY
Chargée de l'accompagnement
des territoires et formatrice



CÉLINE LAVAL
Chargée de l'accompagnement
des territoires et formatrice



ISABELLE PORTEAU-BEGA
Chargée de l'accompagnement
des territoires et formatrice



YOHANN TAITARD
Chargé de l'accompagnement
des territoires et formateur
(jusqu'au 29/11/24)



ELIE GIRAUD
Chargé de l'accompagnement
des territoires,
réfèrent inclusion
et chargé de projet digital



VICTORIA BAZURTO BOTERO
Responsable Recherche
& suivi des évaluations



JEANNE BOT
Responsable Plaidoyer
et vie associative



MORGANE GAILLARD
Responsable Communication-
Événementiel-Partenariats



BÉNÉDICTE WILLIATTE
Responsable Communication-
Événementiel-Partenariats
(jusqu'au 18/09/24)



JULIANE ROUGEMONT
Chargée de communication
et des relations presse



MANON VAIN
Chargée de partenariats
et d'événementiel



CLARA LE CLANCHE
Chargée de partenariats



LAURA PUIROIX
Alternante communication
et événementiel
(jusqu'au 20/12/24)



MANON GIRAUDET
Alternante communication
et événementiel



VALÉRIE CHÂTEAU
Responsable Administrative
Financière et Ressources
Humaines



VALÉRIE DHOULLAA
Chargée des ressources
humaines, administrative
et financière



SARAH RASATA
Assistante administrative,
financière et coordination
de la vie associative

Effectif au
31.12.2024

20

salarié-es,
soit 20 ETP

Lancer et mener la concertation pour le droit à l'emploi

ENSEMBLE POUR UNE LOI DU DROIT À L'EMPLOI

"À l'heure où l'on pourrait considérer que l'objectif de plein emploi est atteint, les acteurs de l'emploi, de l'insertion et des solidarités constatent qu'une partie de la population reste exclue du marché du travail. Notre pays doit se mobiliser et innover pour parvenir à mettre fin à la privation durable d'emploi et à garantir à chaque personne souhaitant travailler la possibilité de le faire. Et ainsi donner corps au principe constitutionnel qu'est le droit d'obtenir un emploi" : telle était l'ambition affichée par les 17 partenaires de la Concertation pour le droit à l'emploi, initiée par TZCLD début 2024. L'objectif de cette démarche : recueillir la parole des actrices et acteurs de terrain pour élaborer des propositions destinées à nourrir une future loi du droit à l'emploi.

LA PARTICIPATION DES PERSONNES AU COEUR DE LA DÉMARCHE

Cinq thématiques ont ainsi été définies pour cadrer les échanges : principes et approche générale du droit à l'emploi, privation durable d'emploi, entreprises de lutte contre la privation durable d'emploi, garantir au niveau national le droit à l'emploi et le garantir au niveau local. Après un lancement en ligne fin février, cinq conférences territoriales ont été organisées entre avril et décembre pour débattre et échanger sur les thématiques identifiées. Par ailleurs, les contributions étaient ouvertes en ligne sur le site de la Concertation. Le fruit de ces débats et ateliers multiples : des propositions remises aux décideurs publics par les 17 partenaires en mars 2025 (voir p.21).

La concertation Droit à l'emploi

LANCEMENT DE LA CONCERTATION LE 29 FÉVRIER 2024

Plus de 1 000 personnes étaient inscrites en ligne pour suivre le lancement de la Concertation pour le droit à l'emploi. Après une brève introduction par Laurent Grandguillaume, président de TZCLD, Axelle Brodriez-Dolino, historienne au CNRS, a fait une présentation de l'histoire du droit à l'emploi, axant son intervention sur le thème "du devoir de travailler au droit d'obtenir un emploi". Elle a rappelé les conditions des personnes privées d'emploi du XIV^e siècle à nos jours. Puis les président-es des différentes structures engagées ont mis en avant les raisons pour lesquelles elles s'étaient impliquées dans la construction de cette future loi du droit à l'emploi. L'événement était animé par Sophie Massieu, journaliste spécialiste de l'information sociale.



LES CONFÉRENCES TERRITORIALES

17 avril

ZONE NORD-OUEST

Changé - salle des Ondines
Près de 250 personnes présentes



6 juin

ZONE SUD-EST

Lyon - Sciences Po
Plus de 200 personnes présentes



15 octobre

ZONE NORD-EST

Troyes - YSchool
Près de 200 personnes présentes



21 novembre

ZONE ILE-DE-FRANCE

Bondy - Mairie
Près de 200 personnes présentes



18 décembre

ZONE SUD-OUEST

Pau - Hippodrome
Près de 150 personnes présentes



Près de **1 000** personnes
se sont mobilisées pour contribuer
lors des conférences territoriales

40 contributions en ligne
ont été recueillies sur le site
www.droitalemploi.fr

Nourrir et faire grandir le droit à l'emploi en Europe

UNE ANNÉE DE CONSOLIDATION DU PLAIDOYER EUROPÉEN DE TZCLD

En mars 2024, après plusieurs mois de travail collaboratif avec la Commission européenne, une étude sur les initiatives de lutte contre le chômage de longue durée dans l'Union européenne a été publiée mettant en exergue les bénéfices, pour les personnes, d'expériences innovantes telles que Territoires zéro chômeur de longue durée en France.

Cette étude a précédé l'officialisation, en avril 2024, par Nicolas Schmit, alors Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, de la création d'une enveloppe FSE+ Innovation sociale+ dotée de 23 millions d'euros dédiée au développement de projets type Territoires zéro chômeur de longue durée en Europe. Cette annonce a été suivie d'une visite d'étude organisée par la Commission européenne et du FSE+ Innovation sociale+, à Nantes, les 18 et 19 juin 2024. Cette délégation, composée d'actrices et d'acteurs du droit à l'emploi et de technicien·nes de 16 pays européens, a ainsi visité le territoire habilité de Pont-Château et échangé avec l'association nationale TZCLD.

En parallèle, tout au long de l'année 2024, l'association a confirmé sa place d'animatrice du réseau du droit à l'emploi en Europe réunissant régulièrement les différents acteurs et actrices pour échanger sur les actualités, partager les bonnes pratiques et entreprendre des actions de plaidoyer communes.

ELECTIONS EUROPÉENNES 2024 : LE TEMPS DU DROIT À L'EMPLOI EN EUROPE EST VENU !

À l'occasion des élections européennes du 9 juin 2024, un logo a été créé pour identifier et mettre en valeur notre plaidoyer européen et ainsi porter plus largement le droit à l'emploi en dehors de nos frontières. Une lettre ouverte a également été envoyée aux têtes de liste, les invitant à agir en faveur du droit à l'emploi en Europe. Cette lettre a été signée par les représentant·es de 8 pays européens engagés pour le droit à l'emploi, qui l'ont également publiée dans leur pays. Les réponses reçues par les candidat·es en France ont été rendues publiques quelques jours avant le scrutin du 9 juin, valorisant ainsi la présence de cette question dans trois programmes.

**IN 2024, our
candidate IS THE
RIGHT to employment
IN EUROPE**

FAIRE DE L'EMPLOI UN DROIT, UN COMBAT UNIVERSEL

Pour répondre à cet enjeu européen dont l'ampleur ne cesse de croître, Territoires zéro chômeur de longue durée a créé sur son site une page spécifique sur les actualités européennes et internationales du projet, disponible en français et en anglais. Elle a également mis en ligne une cartographie recensant les différents projets européens. En parallèle, l'association est présente sur Epale, la plateforme électronique pour l'éducation et la formation des adultes en Europe, où elle peut communiquer ses actualités et valoriser l'impact de l'expérimentation auprès des professionnel·les de l'emploi européen·nes. Enfin, l'association est référencée sur la plateforme internationale www.jobguarantee.org créée par Pavlina Tcherneva, économiste américaine spécialiste de la garantie d'emploi.

UNE ANNÉE DE RENCONTRES ET D'ÉCHANGES AVEC LES ACTEURS EUROPÉENS

2024 fut une année riche en échanges et rencontres avec un grand nombre d'acteur·rices et de décideur·ses européen·nes. Retour en brèves et en photos sur cette année placée sous le signe de l'Europe.



Nicolas Schmit, alors Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, en visite sur le territoire habilité de Paris 20^e Fougère-Le Vau en mai 2024.

Le 10 juin, TZCLD participait à un World café sur les stratégies de lutte contre le chômage de longue durée organisée par Eurocities, réseau de villes européennes.



TZCLD a participé à un atelier organisé dans le cadre du Forum européen de l'innovation sociale qui avait lieu à Bruxelles le 1^{er} octobre.

TZCLD était invitée à participer à une conférence sur la garantie d'emploi européenne, organisée par la Confédération européenne des syndicats, en octobre à l'occasion de la journée mondiale pour le travail décent. L'occasion de présenter le projet et d'échanger avec les organisations syndicales présentes sur l'actualité de l'expérimentation, en France et en Europe.

Le 17 octobre, TZCLD présentait l'expérimentation française aux membres du Reves, Réseau européen des villes et régions pour l'économie sociale.



Du 23 au 25 octobre, une délégation européenne du réseau Caritas était accueillie en France pour découvrir et mieux comprendre le projet. Temps d'échanges et visites ont rythmé cette visite d'étude organisée par le Secours catholique en lien avec TZCLD.

TZCLD a animé, le 28 novembre, un webinaire à destination des territoires habilités organisé par le Fonds d'expérimentation, en coopération avec l'agence Erasmus + française pour encourager les projets de coopération européens.



Le 29 novembre, TZCLD a échangé avec Emmaüs Europe, l'organisation décentralisée d'Emmaüs International au niveau régional, pour envisager des actions communes. Elle réunit plus de 340 groupes Emmaüs présents dans 20 pays du continent européen, les représente auprès des institutions européennes et les appuie dans des actions de plaidoyer.



Dans le cadre de contacts noués depuis 2022 avec la Finlande et après une visite d'étude organisée en 2023 sur les territoires de Pau (64) et de Castillon-la-Bataille (33), une délégation finlandaise composée d'agent·es des services d'emploi de plusieurs municipalités s'est rendue les 9 et 10 décembre à Paris. Au programme : une présentation des principes fondamentaux et de la méthodologie du projet par l'équipe nationale puis une visite des EBE Activ 18 (Paris 18^e) et Emile et Rosa (Paris 19^e). L'occasion de mieux comprendre la mise en place de la coopération territoriale, le modèle économique d'une EBE, la création des activités, les aménagements de postes et le travail de management nécessaire pour être une entreprise inclusive, mais aussi d'échanger avec des personnes privées d'emploi et des salarié·es.



Le 19 décembre, TZCLD échangeait avec la directrice de l'Ensie, le réseau européen des entreprises sociales d'insertion.



Accompagner et former les territoires

ACCOMPAGNER POUR 2024 ET APRÈS !

2024 marquait la fin de la possibilité pour les territoires d'entrer dans la 2^e étape expérimentale : ils pouvaient en effet déposer leur candidature auprès du Fonds ETCLD jusqu'au 30 juin. Naturellement, l'accompagnement proposé par TZCLD s'est particulièrement concentré sur les territoires qui visaient une habilitation en 2024 ou début 2025. Les 16 nouveaux territoires habilités en 2024 étaient tous projets émergents, tout comme les 13 territoires en attente de décret en conseil d'Etat*. Pour chacun, TZCLD a décliné un accompagnement adapté à ses besoins.

En parallèle, l'association a poursuivi son appui auprès de tous les territoires intéressés pour l'après 2026 : en 2024, 11 nouveaux projets émergents ont été reconnus par le Conseil d'administration.

UN APPUI PERSONNALISÉ POUR LES TERRITOIRES LES PLUS AVANCÉS

Etats d'avancement réguliers, échanges à distance et lors de visites : l'association TZCLD a suivi de près les territoires qui préoyaient de déposer leur candidature en 2024. Elle leur a proposé un appui correspondant à leurs besoins, plus ou moins resserré. Pour certains, le soutien de TZCLD a concerné les relations avec le Département. Plusieurs rendez-vous ont été pris entre l'association, les acteurs départementaux et ceux du territoire, nombreux ont été les courriers envoyés pour soutenir les territoires dans leur démarche auprès des Départements. Si cette mobilisation a pu porter ses fruits à plusieurs reprises, elle n'a malheureusement pas été suffisante pour certains territoires candidats. Pour ceux dont les actions n'ont pas suffi à convaincre leur Département, TZCLD continue de soutenir les efforts des équipes locales. L'appui du centre de ressources et de développement (CRD) de l'association a été particulièrement resserré auprès des territoires ajournés lors de la procédure d'habilitation qui le souhaitaient : cet accompagnement renforcé a été conduit après échanges entre les acteurs locaux, le Fonds ETCLD et TZCLD.

L'IMPORTANCE DU COLLECTIF

Parallèlement à l'accompagnement individuel des territoires, le CRD a continué de déployer un appui collectif via les grappes régionales, co-animées avec des référent-es régionaux bénévoles ou salarié-es d'associations partenaires. En 2024, 30 réunions de territoires ont été organisées, à distance ou en présentiel, pour échanger sur les actualités nationales et locales, partager les pratiques et bénéficier de l'expertise d'intervenant-es extérieur-es. À leur demande, des directeurs et directrices d'EBE ont été soutenus par TZCLD pour travailler 3 thématiques : le modèle économique des EBE, les risques psycho-sociaux, et l'embauche sans sélection. 9 comités régionaux de partenaires (CRP) ont ponctué l'année, réunissant les partenaires institutionnels et techniques des projets afin de les acculturer à la démarche TZCLD. En plus de ces CRP, les rendez-vous bilatéraux se sont multipliés avec les réseaux de l'IAE, les directions régionales et territoriales de France Travail, les ambassadeurs Vyy, les correspondants régionaux de la Fondation de France ou encore les établissements de la Croix Rouge Insertion par exemple. Cette année, le choix a été fait de ne pas organiser de Rencontres régionales de territoires afin de concentrer la mobilisation des actrices et acteurs locaux sur les conférences territoriales de la Concertation pour le droit à l'emploi, qui se sont tenues partout en France entre avril et décembre (voir pages 5-6).

L'EXPÉRIMENTATION EN CHIFFRES AU 31 DÉCEMBRE 2024

(sources : TZCLD et ETCLD)

75

territoires habilités dans
48 départements et 16 régions

85

entreprises à but d'emploi

3274

personnes salariées en EBE

5600

personnes ont été accompagnées
vers l'emploi depuis le début
de l'expérimentation

58

projets émergents

90

territoires intéressés

*Au 31 décembre 2024

“ En tant que projet émergent, nous avons été accompagnés par une chargée de mission de l'association TZCLD ainsi que par l'animatrice de grappe de la CRESS Auvergne Rhône-Alpes.

Nous avons participé aux temps d'échanges organisés par la grappe, on y évoquait des sujets d'information générale et on échangeait sur des problématiques rencontrées par plusieurs structures. Ça nous a permis de nous mettre en réseau avec les autres territoires, émergents et habilités.

Il y avait aussi des temps d'échange individuels réguliers par téléphone avec notre référente nationale, pour parler de notre avancement, nos forces et faiblesses, les problématiques qu'on pouvait rencontrer. Il y a eu des sollicitations plus spécifiques quand on a rencontré des difficultés, notamment avec le Département. On nous a transmis des notes produites par TZCLD ou le Fonds ETCLD, on a échangé sur les arguments à faire valoir et les expériences d'autres territoires dont on pouvait s'inspirer. Il y a eu une visite sur place de nos référents. Ça nous a permis d'avoir des retours constructifs sur le chemin qui restait à parcourir. J'ai l'impression qu'on était bien préparés. Quand l'instruction a démarré il n'y a pas eu de surprise, on savait quels étaient les attendus, les étapes. On n'a pas été pris au dépourvu.

Cet accompagnement du CRD nous a été essentiel : dans la mise en réseau grâce à la grappe, dans la gestion des problèmes avec le Département ou la mise en œuvre de sujets plus spécifiques comme aller chercher les personnes privées durablement d'emploi sur un territoire très rural. ”

EMILIE JUNGO

Chargée de mission développement économique et emploi sur le territoire de Dieulefit- Bourdeaux

FACILITER LE SUIVI DES TERRITOIRES GRÂCE À LA PLATEFORME DE TZCLD

Les fonctionnalités de suivi des territoires ont été lancées en 2024 sur la Plateforme de TZCLD. Chaque territoire dispose désormais d'un espace propre, partagé avec le CRD et les animateur-rices de grappe, permettant d'échanger des documents ressources et de renseigner un outil de diagnostic partagé. Ce dernier vise à réaliser des états d'avancement réguliers sur chaque grand axe du projet : stratégie d'atteinte de l'exhaustivité, coopération territoriale, rencontre des personnes privées durablement d'emploi, préfiguration de l'entreprise à but d'emploi... Parallèlement au lancement de ces nouvelles fonctionnalités, le volet communautaire a poursuivi son déploiement.

TZCLD À LA RENCONTRE DES MAIRES

À l'invitation de l'Association des Maires de France (AMF), l'association TZCLD a tenu un stand au Congrès des maires fin novembre 2024, pour présenter et promouvoir l'expérimentation. L'objectif était de valoriser les actions des élu-es déjà engagé-es dans le projet et en mobiliser de nouveaux pour 2026.

De nombreux élu-es des projets émergents ou territoires habilités présent-es ont pu en profiter pour venir échanger et poser des questions sur le projet.



APPUYER LES TERRITOIRES AVEC DES RESSOURCES THÉMATIQUES



Plusieurs documents ressources ont été produits ou mis à jour cette année :

- Une note co-signée par Coorace, ETCLD et TZCLD sur la complémentarité des emplois en EBE.
- Une mise à jour de la note "Missions et financement des équipes projets", avec notamment de nouvelles données sur le financement des équipes projets.
- La mise à jour des notes : "Le financement de l'expérimentation" et "Les Départements et le projet TZCLD".

La FAQ du site internet a également fait peau neuve pour devenir "Le projet en 100 questions".

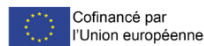


FORMER LES TERRITOIRES AU PLUS PRÈS DE LEURS BESOINS

Depuis ses débuts, l'association TZCLD est convaincue que l'accompagnement des territoires et le déploiement efficace du projet passent par la formation des actrices et acteurs de terrain. Certifié Qualiopi en 2020, moins d'un an après sa création, l'organisme de formation (OF) de TZCLD a vu sa certification renouvelée en 2024. Gage de la qualité des prestations de formation, elle est évaluée sur la base d'un référentiel gouvernemental. Pour répondre aux attentes des nombreux territoires proches de l'habilitation ou déjà habilités, l'OF de TZCLD a adapté son offre en 2024. Un parcours dédié aux managers de proximité a été lancé ainsi que plusieurs journées thématiques, sur le dialogue social et les outils de gestion financière des EBE notamment. L'OF et le Fonds ETCLD ont étroitement travaillé durant le second semestre pour favoriser l'appropriation des outils de gestion financière par les directions des EBE sur les territoires habilités. Parallèlement, le parcours Directions d'EBE a compté deux promotions (26 personnes) en 2024. Si elle a été moins centrale en 2024, la formation dédiée aux équipes projet a perduré avec 31 personnes formées. L'OF a par ailleurs travaillé sur l'ingénierie nécessaire au dépôt de dossier de certification des compétences au Répertoire spécifique, prévu en 2025. Cela permettant, à l'issue d'un parcours de formation, de certifier des compétences spécifiques à la démarche TZCLD sur la coopération territoriale, mais également de mobiliser son compte personnel de formation pour financer son parcours.

LE PROJET TZCLD EXPLIQUÉ AU SEIN DE L'ACADÉMIE FRANCE TRAVAIL

Fruit d'une collaboration nourrie depuis de longs mois entre France Travail et l'association TZCLD, un module de présentation du projet Territoires zéro chômeur de longue durée est disponible au sein de l'Académie France Travail depuis son lancement en octobre 2024. Cette Académie, programme de formation de France Travail, soutient le développement professionnel des agents de France Travail mais également de l'ensemble des acteurs et actrices du réseau pour l'emploi.



Cofinancé par l'Union européenne

en 2024

Les formations TZCLD

Ce sont **3347,5 heures** de formation

3 formatrices

7 formations

Equipes projet

31 stagiaires issu-es de **20** territoires sur **3** sessions

Les stagiaires sur les 2 sessions terminées en 2024 sont satisfaits à **97%** de la formation.

Equipes de direction d'Entreprise à but d'emploi



26 stagiaires issu-es de **22** territoires sur **3** sessions

Les stagiaires sur les 2 sessions terminées en 2024 sont satisfaits à **98%** de la formation.

Management de proximité

13 stagiaires issu-es de **5** territoires sur **2** sessions

Les stagiaires sur la session terminée en 2024 sont satisfaits à **93%** de la formation.



Formations thématiques

pour les directions d'EBE

43 stagiaires issu-es de **26** territoires sur **9** sessions organisées dans les 3 offres thématiques

"Ma pratique pro dans le retro" : **100%** de satisfaction

Gestion financière EBE : **98%** de satisfaction

Dialogue social en EBE : **100%** de satisfaction

FORMATION "COMPRENDRE ET UTILISER LES OUTILS DE GESTION FINANCIÈRE POUR PILOTER UNE EBE"

“ La formation m’a été très utile, elle m’a permis d’acquérir les outils pour me préparer à prendre la direction de l’EBE après avoir été chef de projet. Elle a aussi été utile lors des phases de préparation et d’instruction [de la candidature du territoire par le Fonds ETCLD], pour anticiper l’ouverture de l’EBE.

C’est très important de revenir sur les basiques de gestion : qu’est-ce qu’un besoin en fonds de roulement (BFR), un compte de résultat, un plan de trésorerie... Et la partie spécifique aux EBE est fondamentale car la gestion d’une telle entreprise est quand même particulière, avec les questions liées au projet, les éléments comptables et modalités financières spécifiques (contribution au développement de l’emploi, dotation d’amorçage, règles de versement, etc.).

J’ai adoré cette formation qui liait gestion financière classique, mais adaptée à l’EBE, avec un formateur qui connaissait ça sur le bout des doigts et nous a permis d’aller très loin dans les questions liées aux EBE. ”



VICTOR DELESCLOSE

Directeur de l’EBE Hauts Val & Co à Montpellier-Grabels (34)

FORMATION "MANAGER DE PROXIMITÉ EN EBE"

“ Mes attentes vis-à-vis de la formation portaient surtout sur le management particulier que nécessite une EBE et j’en suis très satisfait. Elle m’a aussi permis d’échanger avec d’autres coordinateur·rices, qui ont les mêmes problématiques et questionnements.

J’ai pu améliorer certains points, comme la gestion des chantiers, la communication avec les clients extérieurs et certains process, sur la gestion des absences par exemple. Ça n’a pas changé notre façon de travailler, mais ça nous a fait progresser.

On a fait un compte-rendu de la formation à nos directeurs, ce qui nous a permis d’échanger notamment sur la pertinence de l’utilisation d’un logiciel d’organisation des plannings. ”



WILLY ANDRIEU

Coordinateur technique de l’EBE Ecloz à Pau (64)

FORMATION "EQUIPES PROJET"

“ Cette formation tombait à point nommé car j’étais arrivée depuis peu dans le projet et j’avais beaucoup d’interrogations sur l’expérimentation. Quand j’ai vu les thématiques abordées, je me suis dit que j’allais gagner un temps fou et tout comprendre rapidement. Effectivement j’ai énormément appris. Le tableau de bord de l’équipe projet, par exemple, est un des premiers outils dont je me suis saisie et que j’utilise toujours régulièrement pour le recensement de toutes les missions qui incombent à une équipe projet et leur mise en place.

Ça permet de se sécuriser et de se rassurer. On se rend compte de l’ampleur des sujets, tout en ayant des outils pour les maîtriser. Je suis clairement montée en compétences grâce à cette formation. Ça m’a permis aussi de prendre de la hauteur et d’avoir une reconnaissance en obtenant la certification : pouvoir dire “je suis nouvelle dans votre équipe mais j’ai compris les principes de l’expérimentation et la mise en œuvre du droit à l’emploi. Je sais comment on peut y arriver ensemble”. ”



CORALIE AUBERTIN

Chargée de mission CLE sur le territoire de Troyes - Champagne

En 2024 Réunir et mobiliser les territoires



La 7^e édition du Laboratoire des travaux utiles s'est déroulée du 25 au 29 mars 2024, dans une trentaine de territoires habilités. C'est un temps fort annuel de l'association, destiné à rendre visibles les travaux utiles réalisés dans les entreprises à but d'emploi. Toute la semaine, elles ont ouvert leurs portes aux habitant-es, aux partenaires de leurs territoires mais aussi aux projets émergents, afin de montrer la quantité et la diversité des activités réalisées mais aussi ce qu'elles apportent au territoire au travers de visites guidées et d'animations.



LE LABORATOIRE DES TRAVAUX UTILES : UNE TRENTAINE DE TERRITOIRE HABILITÉS ONT OUVERT LEURS PORTES

du 25 au 29 mars

9 juillet

LA FABRIQUE DU CONSENSUS 2024 : TZCLD, QU'EST-CE QUE ÇA CHANGE ?

La Fabrique du consensus s'est tenue le 9 juillet 2024 à Paris, à la suite de l'Assemblée générale de TZCLD, en présence de près de 150 personnes. Cette 8^e édition portait sur le thème : "Territoires zéro chômeur de longue durée, qu'est-ce que ça change ? Paroles d'acteurs et d'actrices". Après l'ouverture de l'événement par Laurent Grandguillaume, une première table ronde a réuni plusieurs acteurs et actrices du territoire de Paris 20^e pour parler de "TZCLD, qu'est-ce que ça change pour les personnes et pour les territoires ?". Une deuxième table-ronde, réunissant Franck Pichot, Maire de Pipriac, co-président du comité local pour l'emploi du territoire de Pipriac - Saint-Ganton et conseiller départemental d'Ille-et-Vilaine, Patricia Ferrand, Responsable confédérale de la CFTD, Vice-présidente de l'UNEDIC et de France Travail, Marion Canalès, sénatrice du Puy-de-Dôme et Laurent Grandguillaume, Président de Territoires zéro chômeur de longue durée, a permis de mettre en lumière en quoi le projet pouvait inspirer de nouveaux modes de faire en matière de politiques publiques de l'emploi tant au niveau national qu'au niveau territorial.





L'Université d'été a eu lieu en ligne le 26 septembre 2024, sur le thème "Droit à l'emploi : où sont les femmes ?". Près de 200 personnes se sont connectées pour assister aux deux tables rondes :

- "L'accès au droit à l'emploi est-il réellement universel ?" avec Claire Desaint, Vice-Présidente de l'association Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir, Anouck Manez, Docteure de l'EHESS, sociologue du chômage et du genre, et Clément Wieder, Chargé de mission égalité professionnelle, Ministère délégué Egalité femmes/hommes.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : DROIT À L'EMPLOI : OÙ SONT LES FEMMES ?

- "Comment favoriser l'accès et le maintien des femmes dans l'emploi ?" qui a donné la parole à plusieurs acteurs et actrices du projet TZCLD : Hadjar Landry et Assia Khoudour, salariées de l'EBE SPactions à Lyon, et Thierry Pétonnet, Directeur de l'EBE La boîte d'à côté à Bléré. Leur témoignages étant complétés par les interventions de Léa Catala, Chargée de mission Egalité professionnelle à la DGEFP, et de Clara Ducoux, Conseillère technique Emploi au sein du CIDFF et autrice du guide Femmes et monoparentalité le choix de l'emploi.

26 septembre

7 novembre



PLUS DE 40 TERRITOIRES MOBILISÉS LORS DE LA 9^E ÉDITION DE LA GRÈVE DU CHÔMAGE

Le 7 novembre, plus de 40 territoires habilités et émergents, se sont mobilisés en faveur du droit à l'emploi lors de la Grève du chômage. En France métropolitaine comme en Outre-mer, de nombreuses animations étaient au programme de cette 9^e édition pour dire stop à la privation d'emploi : démonstration de travaux utiles, divers ateliers de bricolage, cuisine, jardinage, visites d'entreprises à but d'emploi, projection de documentaires sur le projet TZCLD, etc.

Faire progresser et rendre visibles les travaux de recherche

RECHERCHE : UNE ANNÉE RICHE D'ÉCHANGES

En 2024, l'association TZCLD a participé à plusieurs groupes de travail thématiques réunissant des partenaires de l'ESS en France et à l'étranger. Parmi les sujets clés qui interrogent le projet, la transition écologique, la coopération territoriale ou encore le non-recours aux droits ont été des questions récurrentes dans les échanges.

Acteur désormais reconnu dans le milieu de la recherche et de l'ESS, l'Observatoire de TZCLD a conforté, tout au long de l'année, sa place d'espace de coordination, de valorisation et de soutien de la recherche sur le projet, mais aussi de comparaison avec d'autres expérimentations et dispositifs existants en France.

UNE PREMIÈRE JOURNÉE D'ÉTUDE POUR L'OBSERVATOIRE

"Dynamique d'institutionnalisation de la garantie d'emploi territorialisée : de l'expérimentation TZCLD en France à une perspective européenne" : tel était le thème de la première journée d'étude de l'Observatoire de TZCLD organisée en mars 2024. Une dizaine d'interventions pluridisciplinaires se sont succédées autour de deux axes : "diversité des objets et visions de l'institutionnalisation" et "organisation et favorisation de l'institutionnalisation de la garantie d'emploi territorialisée : comprendre la variété des acteurs en jeu et les actions collectives



mises en œuvre". Entre acteur·ices du projet, chercheur·ses membres de l'Observatoire, représentant·es d'autres réseaux de recherche, partenaires de l'ESS et technicien·nes de la Dares et de France Stratégie, plus d'une cinquantaine de personnes étaient présentes. Cette journée d'étude fera l'objet d'une publication en 2025.



Une soixantaine

C'est le nombre de chercheuses et chercheurs associé·es au sein de l'Observatoire de TZCLD

PREMIERS PAS VERS UN RÉSEAU DE RECHERCHE EUROPÉEN SUR LA GARANTIE D'EMPLOI

Plusieurs rapports émanant de l'ONU, de la Commission européenne, etc. ont souligné la pertinence d'une garantie d'emploi, que ce soit via des territoires zéro chômeur de longue durée, de la basisbaan ou d'autres initiatives innovantes pour réduire le chômage de longue durée. Ils attestent du lien étroit entre ces projets et le monde universitaire et du nombre croissant d'études et d'évaluations menées là où ces initiatives sont mises en place. Afin de faire progresser la recherche sur ce sujet, l'Observatoire de TZCLD s'est joint à une quinzaine de chercheur·ses européen·nes pour créer un espace de partage des avancées et renforcer les évaluations sur ces initiatives innovantes contribuant à créer une Europe plus inclusive.

RIUESS ET RIODD : TZCLD PRÉSENTE LORS DE CES RENDEZ-VOUS ANNUELS DE LA RECHERCHE ET DE L'ESS

Rôle des élu·es et des parlementaires pour développer et soutenir les expérimentations TZCLD locales, enjeux qu'elles soulèvent comme méthode de co-construction et de transformation de l'action publique : l'édition 2024 des Rencontres interuniversitaires de l'ESS (RIUESS) proposait, en mai, deux ateliers consacrés à l'expérimentation ainsi qu'un panel organisé par l'Observatoire de TZCLD avec la participation de Franck Pichot, maire de Pipriac, et Laurent Fraisse, sociologue au Cnam.

Le Réseau international de recherche sur les organisations et le développement durable (RIODD), organisé à Bruxelles, a mis en avant deux travaux de recherche sur le projet. Lors de cet événement, Olivier De Schutter, professeur de droit et rapporteur de l'ONU pour les droits humains et la lutte contre la pauvreté, a pointé l'importance du droit à l'expérimentation en France et cité TZCLD comme modèle d'innovation sociale.



LA RECMA CONSACRE UN DOSSIER SPÉCIAL À L'EXPÉRIMENTATION TZCLD

La Revue Internationale de l'Economie sociale (Recma) a consacré, fin 2024, un dossier spécial à l'expérimentation TZCLD, sous la direction d'Amélie Artis, Professeure des universités en Sciences Économiques et responsable de la Chaire ESS à Sciences Po Grenoble-UGA et Timothée Duverger, Responsable de la Chaire TerrESS de Sciences Po Bordeaux et chercheur au Centre Émile Durkheim. Ce dossier intègre des travaux de recherche basés sur les territoires habilités en 2016. Il analyse la manière dont le projet, porté par une utopie mobilisatrice puissante, se confronte à la réalité, passant par des aménagements dans les activités, les modes de participation et les coopérations avec les actrices et acteurs locaux.

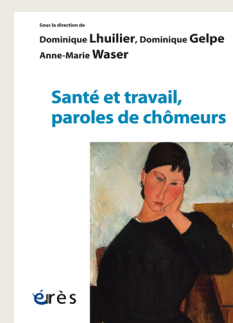
PTCE ET TZCLD : LA COOPÉRATION TERRITORIALE COMME CONDITION DE RÉUSSITE

La coopération territoriale contribue à la résilience territoriale, permet le développement endogène des territoires et contribue à la transition écologique juste. Elle s'incarne et se met en œuvre selon différentes modalités au sein des projets TZCLD et dans le cadre des Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE). Deux webinaires thématiques proposés en 2024 par l'Observatoire de TZCLD et le Coorace, animateur du dispositif de soutien des PTCE, ont permis d'approfondir les liens existants entre les deux modèles : gouvernances, stratégies partagées, ressources mutualisées, coportage d'action, etc.

PUBLICATION DU LIVRE SANTÉ AU TRAVAIL, PAROLES DE CHÔMEURS

Cet ouvrage, publié en mars 2024, aborde l'expérimentation TZCLD comme un projet inspirant concernant le travail adapté à la personne, le CDI comme filet de sécurité et les bénéfices de la mobilisation pour la santé des personnes longtemps éloignées de l'emploi. Il est issu d'une recherche-action financée par l'Agefiph, Mildeca et le Cnam en partenariat avec Pôle emploi Nouvelle-Aquitaine et Île-de-France, Cap emploi Beauvais, TZCLD de Bouffémont-Attainville-Moiselle (95), l'association Solidarités nouvelles face au chômage et une mission locale de Paris.

Cette recherche, menée par une équipe pluridisciplinaire sur différents territoires au niveau national, a été coordonnée par Dominique Gelpe, Dominique l'Huillier et Anne-Marie Wasser, chercheuses au Cnam.



LE CHÔMAGE ET LES FEMMES : TÉMOIGNAGE D'ACTEURS ET D'ACTRICES DE TZCLD LORS D'UN WEBINAIRE

Aux côtés de l'association TZCLD, plusieurs intervenantes de l'EBE PAM (93) et du territoire de Costa Verde (2B) ont participé à un webinaire sur l'accès des femmes à l'emploi, organisé par l'Université de Corse et la Chaire Unesco, le 25 novembre. Cette rencontre avait lieu dans le cadre du projet européen Europe Plural Feminine (EPF) et avait pour objet de sensibiliser un jeune public à l'égalité femmes-hommes. Le projet Territoires zéro chômeur de longue durée y était abordé en exemple.

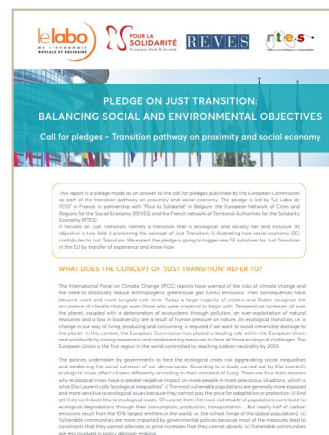
Favoriser la transition écologique

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE RESTE LE SECTEUR GÉNÉRANT LE PLUS D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES DANS L'EXPÉRIMENTATION

En 2024 comme depuis les débuts de l'expérimentation, la transition écologique est le domaine générant le plus d'emplois supplémentaires dans les territoires habilités. La majeure partie de ces emplois liés à la transition écologique correspond aux activités de l'économie circulaire : réemploi, réparation et réutilisation des objets par le biais de recycleries, ressourceries, matériauuthèques, valorisation des matières (PVC, aluminium, fer, verre, tissus etc.). S'y ajoutent des activités favorisant la consommation responsable et la lutte contre le gaspillage alimentaire, grâce à des conserveries, des épiceries solidaires, des épiceries vrac ou des actions de sensibilisation au mieux manger. Parmi les activités utiles aux territoires, on retrouve également la gestion de biodéchets et le maraîchage, urbain et rural. La démarche TZCLD s'inscrit ainsi dans une logique de démarchandisation, de démocratisation et de dépollution du travail dans un contexte où les enjeux climatiques et environnementaux amènent à reconsidérer la manière collective d'habiter les territoires.

TROIS WEBINAIRES DÉDIÉS À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ORGANISÉS EN 2024

En 2024, l'Observatoire de TZCLD a organisé trois webinaires au sein de son cycle "Les vendredis du droit à l'emploi et de la transition écologique". L'objectif : problématiser et approfondir le lien entre le droit à l'emploi et ce qu'il produit en tant que facilitateur, voire accélérateur des politiques de transition écologique. Ces webinaires ont permis de donner la parole à plusieurs partenaires externes comme le réseau Recyclivre, la coordination nationale des Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) et l'Ademe. Plusieurs thèmes ont ainsi été abordés : le rôle du projet TZCLD dans le développement des filières de l'économie circulaire au niveau territorial, les coopérations territoriales comme des opportunités pour la transition écologique le développement économique et la création d'emploi ou encore l'engagement des élu-es dans le soutien, le développement et la structuration des solutions pour aller vers une transition écologique juste.



"ÉQUILIBRER LES OBJECTIFS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX"

C'est le titre du rapport réalisé en 2024 par le Labo de l'ESS, le Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES), le Réseau européen des villes et régions de l'économie sociale (Reves) et Pour la solidarité, en réponse à l'appel à engagement publié par la Commission européenne dans le cadre du chemin de transition sur la proximité et l'économie sociale. Parmi ses objectifs, celui de contribuer à la transition écologique juste par le transfert d'expérience et de savoir-faire dont celle du projet TZCLD.

36%

C'est la part d'activités liées à la transition écologique créées au sein des EBE en 2024 (en ETP).

Ces activités représentent **32%** de la marge brute générée au sein des EBE.

(Synthèse de pilotage ETCLD 2024).

Nouer et entretenir des partenariats solides

HANDICAP : L'INCLUSION EST AU CENTRE DU PROJET ET DES MISSIONS DE TZCLD

"Personne n'est inemployable lorsque l'emploi est adapté aux capacités et aux compétences des personnes" : le projet TZCLD propose un cadre expérimental résolument inclusif. Doublé d'une embauche sans sélection en entreprise à but d'emploi, ce cadre assure une vraie égalité d'accès de toutes et tous à l'emploi. Ainsi, en 2024, il y a plus de 6 fois plus de salarié-es en situation de handicap dans les EBE que dans les entreprises du secteur marchand : 23 % contre 3,5 %. C'est pourquoi l'association TZCLD a mis l'inclusion au cœur de ses actions d'accompagnement, avec comme objectif premier d'informer, sensibiliser et former les actrices et acteurs de TZCLD et les partenaires dès le début de leurs démarches. L'Agefiph soutient opérationnellement et financièrement ces actions depuis 2018, et TZCLD a pu participer à leur bootcamp organisé en octobre 2024.

RENFORCER L'INTERCONNAISSANCE

L'association TZCLD anime, depuis fin 2023, un groupe de travail avec les réseaux Andicat, APF France handicap, Hosmoz, Ladapt (arrivé fin 2024) et l'Unapei. Objectif : favoriser l'interconnaissance entre ces réseaux et les comités locaux pour l'emploi des territoires pour stimuler des synergies locales. Un webinar co-organisé en mai 2024 a mis en lumière des exemples concrets de coopérations sur les territoires. Il a été suivi par 130 personnes. Un autre chantier a démarré en 2024 au sein du groupe de travail, celui de la rédaction collective d'une note mettant en valeur les coopérations territoriales entre les acteurs.

Par ailleurs, dans le cadre du partenariat noué depuis 2018 entre APF France handicap et TZCLD, le webinar national annuel pour faire le point sur l'expérimentation et présenter les enjeux 2024 aux membres du réseau a eu lieu en avril.

23%

C'est la part de salarié-es reconnu-es en situation de handicap (BOETH) dans les EBE en 2024

(Synthèse de pilotage ETCLD 2024).

2024 : ESQUISSEZ LA SUITE DU PROJET AVEC LES PARTENAIRES DU SECTEUR DU HANDICAP

Au-delà de cet objectif d'interconnaissance et de multiplications des actions conjointes, l'association et ses partenaires du handicap ont œuvré, toute l'année 2024, à esquisser la suite du projet TZCLD et la mise en œuvre du droit à l'emploi. Ainsi, Andicat, APF France Handicap, Hosmoz et l'Unapei font partie des 17 partenaires qui ont mené, entre février et décembre, la Concertation pour le droit à l'emploi (voir pages 5 et 6). Leurs représentant-es ont été particulièrement actif-ves lors des conférences territoriales et plusieurs ressources ciblées sur l'emploi et le handicap ont vivement alimenté les débats. L'Agefiph s'est également mobilisée pour participer aux conférences territoriales de la Concertation et nourrir les échanges.



“ Cette concertation est un moment qui permet aux personnes de s'exprimer, d'être vues et de dépasser les représentations, les stéréotypes, qui sont les principaux freins à l'accès à l'emploi. ”

VÉRONIQUE BUSTREEL, Directrice de l'innovation, de l'évaluation et de la stratégie de l'Agefiph, lors de la conférence territoriale d'Île-de-France.



“ Dans l'expérimentation, les EBE comptent, en moyenne, 23% de personnes en situation de handicap.

C'est un enjeu important : chaque personne a des besoins spécifiques et a droit à l'emploi, qu'il ou elle soit en situation de handicap ou pas d'ailleurs.

Une réponse doit être adaptée à chacun-e et ça c'est important pour nous à APF France handicap. Tout comme le “faire avec les personnes”. ”

HÉLÈNE VALLANTIN DULAC,
Vice-présidente de l'APF-France Handicap

CONFÉRENCE ANNUELLE DES AMBASSADEURS ET AMBASSADRICES DU GROUPE VYV



TZCLD était présente lors de la conférence annuelle des ambassadeurs et ambassadrices mutualistes du groupe Vyv le 22 janvier 2024 à Paris. TZCLD y a présenté le projet afin de contribuer à renforcer les liens entre les acteurs locaux dans les territoires pour favoriser la mise en œuvre du droit à l'emploi. TZCLD est également intervenue lors d'un webinaire à l'attention des ambassadeurs et ambassadrices Vyv en septembre.

CONGRÈS DE LA FEI

TZCLD était présente au congrès de la Fédération des entreprises d'insertion (FEI) en décembre à Lille, l'occasion de partager les enjeux autour du rôle des dispositifs d'insertion et des acteurs du droit à l'emploi.

ANNIVERSAIRE DU PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

Le 5 mars, le Pacte du pouvoir de vivre (PPV), collectif d'organisations de la société civile dont TZCLD fait partie, fêtait ses 5 ans. Depuis la création du collectif, TZCLD a été particulièrement active au sein du Pacte du pouvoir de vivre afin de contribuer à porter collectivement des réponses aux enjeux environnementaux, sociaux, économiques et démocratiques. TZCLD était également présente lors de la journée de réflexion stratégique du PPV organisée en novembre.



COLLECTIF POUR LA PAROLE DE CHÔMEURS

Autre espace d'action et de réflexion, le Collectif pour la parole de chômeurs rassemble des structures associatives engagées auprès des chercheur-euses d'emploi ayant décidé de se réunir en collectif et de jouer le rôle de caisse de résonance de cette parole multiple et peu audible. TZCLD y a participé tout au long de l'année aux côtés de SNC, du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs, du Mouvement national des chômeurs et précaires, etc. au travers de rencontres, tribunes et réunions communes. L'objectif de ce collectif : partir des paroles et des besoins des personnes en recherche d'emploi pour promouvoir une politique qui respecte le droit à l'emploi et à l'accompagnement vers l'emploi.

20 ANS DE VISEMPOI

Invitée pour les 20 ans de Visemploi le 17 octobre à Paris, TZCLD est intervenue lors d'une conférence sur le thème "Quel accompagnement pour les chercheurs d'emploi aujourd'hui et demain ?". Une conférence suivie d'échanges avec plusieurs expert-es et spécialistes du monde du travail et de l'insertion, issu-es des services publics, du monde associatif et de l'entreprise.

VISITE DE MARYLISE LÉON, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CFDT, DANS LA NIÈVRE



Dans la continuité des échanges réguliers entre TZCLD et la CFDT depuis plusieurs années, Marylise Léon, Secrétaire générale de la principale organisation syndicale de salarié-es, a visité, fin novembre, les territoires habilités de la Nièvre. Au

programme : présentation du projet en présence des élu-es et acteurs locaux, visite des EBE de Prémery, Lormes et Châtillon en Bazois, accompagnée de Michel de Virville, Vice-Président de TZCLD, Jean-Paul Guillot, administrateur, et Fabien Bazin, Président du Département de la Nièvre, et échanges avec les salarié-es.

FORUM NATIONAL DE L'ESS ET DE L'INNOVATION SOCIALE

L'équipe de Territoires zéro chômeur de longue durée était présente lors du Forum national de l'ESS et de l'innovation sociale, à Niort le 31 janvier, pour diffuser le projet. Le documentaire *Travailler ensemble en territoire zéro chômeur de longue durée* y a été projeté, puis deux tables rondes ont permis d'échanger sur le projet : l'une sur la garantie d'emploi territorialisée en Europe, l'autre sur les coopérations territoriales au service des habitant-es et des territoires.

98^E SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

Laurent Grandguillaume, président de TZCLD, a participé à une table ronde organisée, le 23 novembre, dans le cadre des 98^e Semaines sociales de France sur les thèmes "Pourquoi allons-nous travailler ?" et "Comment répondre au défi de la vie décente par le travail ?" Accompagnement rapproché, formation tout au long de la carrière, valorisation des métiers précaires... de nombreux sujets y ont été évoqués.

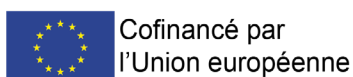
06

Les partenaires 2024 du projet

LES MEMBRES FONDATEURS



LES PARTENAIRES FINANCIERS



LES PARTENAIRES OPÉRATIONNELS





MOT DE FLORENCE BRAVACCINI, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE TZCLD

2025 est une année charnière pour Territoires zéro chômeur de longue durée. J'ai rejoint l'aventure en avril en tant que Directrice générale, convaincue par la force de ce projet qui change, de façon tangible, les vies et redonne de l'espoir. Avec l'ensemble des équipes, nous avons lancé un projet stratégique pour consolider notre organisation et préparer l'avenir.

Cette dynamique s'inscrit dans un moment important, avec une proposition de loi en discussion. Elle ouvre des perspectives de pérennisation et d'élargissement pour notre démarche. Notre responsabilité est d'accompagner cette évolution avec méthode et engagement.

Chaque jour, je mesure l'impact de ce que nous construisons ensemble : une réponse concrète, humaine et durable à la privation d'emploi.

Remise des propositions issues de la concertation pour une loi du droit à l'emploi

La concertation pour le droit à l'emploi a permis de recueillir les contributions de près de 1000 personnes lors des conférences territoriales organisées tout au long de l'année 2024 et de formuler, sur cette base, des propositions concrètes visant à nourrir une future loi du droit à l'emploi. 2025 est l'année de clôture de cette démarche menée par les 17 structures partenaires. Les propositions ont été remises à plusieurs parlementaires lors d'un événement de clôture organisé au Conseil économique, social et environnemental le 25 mars. Elles sont désormais entre les mains des décideurs publics qui auront à débattre autour du droit à l'emploi au cours des prochains mois et dans les années à venir. Si la phase de concertation est achevée, les propositions, elles, vont continuer à être portées : les partenaires de la concertation s'attacheront à les faire vivre, avec toujours le même horizon commun, celui de la mise en œuvre concrète du droit à l'emploi pour toutes et tous tel que le prévoit le préambule de la Constitution.



Objectif 2025 : le vote d'une loi pour assurer la suite du projet TZCLD !

○ UNE PROPOSITION DE LOI DÉPOSÉE MI-AVRIL

Fruit d'échanges nourris entre l'association TZCLD et les décideurs publics, une proposition de loi "visant à exercer l'accès à l'emploi, pérenniser et étendre progressivement l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur Longue Durée comme solution de retour à l'emploi pour les personnes privées durablement d'emploi" a été déposée officiellement à l'Assemblée nationale mi-avril par Stéphane Viry, député des Vosges (LIOT), dans une logique transpartisane. Examiné début juin en séance publique par les député·es, ce texte devrait être débattu au Sénat au 2^e semestre. Il se veut le reflet de la mobilisation quotidienne des territoires qui font la démonstration que la mise en œuvre du droit à l'emploi est possible et nécessaire. Il a l'ambition de défendre les principes fondamentaux portés par l'association dans un prolongement du projet après la mi-2026. Il constitue en cela une étape importante vers la mise en œuvre du droit à l'emploi en renforçant notamment les logiques de coopération territoriale et de complémentarités entre l'ensemble des acteurs et actrices.



○ DES OUTILS ET DES ARGUMENTS POUR CONVAINCRE DE LA NÉCESSITÉ DE PÉRENNISER TZCLD

Pour convaincre les parlementaires de la nécessité de pérenniser la démarche TZCLD, l'association s'appuie notamment sur le bilan de l'expérimentation publié par le Fonds ETCLD début 2025. Elle outille aussi les acteurs et actrices des territoires dans ce travail de conviction, notamment lors des événements nationaux comme le Laboratoire des travaux utiles ou la Grève du chômage, et relaie leur mobilisation, leur voix et leurs attentes. En 2025, seront également mis en avant plusieurs travaux publiés par les chercheur·ses membres de l'Observatoire de TZCLD autour du projet. Car prouver la pertinence d'un droit à l'emploi effectif sur les territoires, c'est aussi montrer les externalités positives produites par le projet au-delà du retour à l'emploi.

○ UNE MOBILISATION ET UN ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES POUR L'APRÈS-2026

Les territoires qui entreront dans la démarche à l'issue de la phase expérimentale se préparent dès à présent. L'association TZCLD ajuste donc son accompagnement auprès des acteurs dans un contexte où la visibilité sur la suite se précise. Elle se mobilise notamment aux côtés des projets émergents en vue des élections municipales prévues en 2026 pour outiller et convaincre les élu·es locaux à porter un projet de territoire zéro chômeur de longue durée dans leur programme électoral. Elle inscrit son action dans le temps long, que ce soit avec les projets émergents ou les territoires habilités. C'est pourquoi elle s'attache particulièrement en 2025 à former et professionnaliser tous les types d'acteurs du projet, tout en permettant la reconnaissance par l'Etat des compétences acquises.

2025 est une année charnière, au croisement de la fin de l'expérimentation et des prémisses de la suite du projet TZCLD. Elle sera également une année de continuité dans nos engagements internationaux en faveur du droit à l'emploi. Les échanges et les coopérations avec les acteurs européens et les organisations internationales seront consolidés pour favoriser la diffusion du projet hors de nos frontières et ainsi constituer une vitrine des politiques sociales innovantes développées en France.



**TERRITOIRES
ZÉRO CHÔMEUR
DE LONGUE
DURÉE**

SIÈGE SOCIAL :
106 rue du Bac, 75007 Paris

SIÈGE ADMINISTRATIF :
7 rue Leschaud, 44400 Rezé

Tél. 02 85 52 45 49

contact@tzclld.fr
www.tzclld.fr
